

## En Palestine, le Hamas ne gouvernera pas très longtemps

Par Ilan Greilsammer ( Historien, politologue et essayiste, professeur de science politique à l'université Bar-Ilan (Ramat-Gan, Israël), auteur de *La Nouvelle Histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Gallimard)

20 avril 2006, (Rubrique Opinions)

C'est un fait incontestable : lors des dernières élections, le peuple palestinien a donné une victoire écrasante au mouvement Hamas. Face au Fatah, qui n'a jamais renié les accords d'Oslo – comportant la reconnaissance formelle de l'Etat d'Israël –, les Palestiniens ont choisi le Hamas, dont le principe le plus fondamental, le plus central, est la négation du droit à l'existence d'un Etat juif en terre de Palestine, terre d'Israël. Comme il s'agit, pour beaucoup de gens, de quelque chose de très dérangeant, intellectuellement et moralement, quelque chose qui ne cadre pas avec leurs théories et leurs prévisions, ils essaient depuis ces élections de nous démontrer que les faits ne sont pas du tout tels qu'on les voit. Ainsi, certains s'efforcent de dire qu'il faut «*contrebalancer*» cette victoire du Hamas par la victoire, antérieure, de Mahmoud Abbas à l'élection présidentielle palestinienne. Cela signifierait qu'en réalité la victoire du Hamas ne serait pas aussi «*totale*» qu'il y paraît.

Cette analyse me paraît absurde. Tout au contraire, l'élection du Hamas a été un «non» cinglant à Mahmoud Abbas et à toute son équipe, qui était corrompue jusqu'à la moelle. De même, certains observateurs européens de la scène moyen-orientale cherchent constamment, en se servant d'une loupe grossissante, les déclarations «modérées» du Hamas. «*Regardez, s'écrie un journaliste, j'ai découvert une déclaration «modérée» de l'un des fonctionnaires du Hamas, qui a dit quelque part... qu'il fallait que tous les Etats de la région puissent vivre en paix !*» Là encore, cette recherche de la «modération» et de la «petite phrase» chez certains membres du Hamas est absurde. C'est vraiment ne rien connaître du credo fondamentaliste et de la plate-forme islamiste du Hamas, ou avoir une volonté de tromper le monde, que se refuser à reconnaître que, pour ce mouvement, comme pour tous les mouvements islamistes par définition, il n'y a aucun compromis possible avec l'existence d'un Etat juif (ou chrétien) en terre d'Israël.

Dès lors, je ne comprends pas très bien la position du gouvernement israélien qui dit vouloir couper toute relation avec le gouvernement du Hamas tout en gardant des relations étroites avec le président Abbas. Ceci ressemblerait à l'attitude d'un gouvernement étranger qui, en période de «cohabitation» en France, dirait qu'il veut parler avec le président de la République mais pas avec le premier ministre ! Quel peut être le résultat d'une telle différenciation ? Est-ce que quelqu'un pense vraiment – Ehoud Olmert, Shimon Peres ou Amir Peretz –, que Mahmoud Abbas puisse «*concéder*» à Israël quelque chose à quoi se refuse le gouvernement élu des Palestiniens ? Est-ce que s'appuyer sur la distinction des pouvoirs qui est spécifiée dans la «Constitution» palestinienne n'est pas ridicule ? D'autant que, sur le terrain, ce que font les milices armées du Fatah n'est pas très différent de ce que font les milices du Hamas ou du Jihad islamique.

Quelle devrait être, à mon avis, l'attitude du gouvernement israélien à l'égard du gouvernement d'Ismaïl Hanyieh ? 1) Je le dis tout de suite : je ne comprends vraiment pas pourquoi Israël devrait quémander la reconnaissance officielle de son existence par le Hamas. Nous sommes à la veille de la Fête de l'indépendance de l'Etat juif, qui va avoir 58 ans le 14 mai. Israël est aujourd'hui un Etat de plus de 7 millions d'habitants, un Etat fort, avec une armée plus puissante que jamais et des services de sécurité parmi les meilleurs du monde, une économie en pleine expansion, d'excellentes universités, des scientifiques de très haut niveau, une société civile très développée. Israël est reconnu par l'ensemble de la communauté internationale, entretient des relations diplomatiques avec l'Egypte et la Jordanie, est accepté *de facto* par l'ensemble du monde arabe. Pourquoi quémander au Hamas une déclaration officielle de reconnaissance que ce mouvement est incapable de donner ? En quoi cela aiderait-il Israël et contribuerait-il à sa sécurité ?

2) Le plus important, pour Israël, est l'arrêt total et absolu des attentats. De tous les attentats, aussi bien de ceux comme celui de lundi à Tel-Aviv, que des lancers de missiles Kassam qui tombent aveuglément sur les localités du sud. Que nous importe que les gens du Hamas appellent cela «*trêve*», «*houdna*» ou je ne sais encore quoi, c'est le résultat qui compte ! Pour ma part une «*trêve de deux cents ans*», même si elle n'est pas définitive et ne comporte pas de renonciation officielle et notariée, conviendrait parfaitement à Israël. Nous devrions toujours exiger le résultat, pas des déclarations. Justement, s'il y a une chose dont le gouvernement Hamas serait sans doute capable, c'est d'étendre son autorité sur les milices armées et les empêcher par la force de faire des attentats. Des terroristes empêchant des actes de terrorisme ? Et pourquoi pas, dans une région où tout n'est pas toujours cartésien !

3) S'il est une exigence sur laquelle je pense qu'Israël et la communauté internationale devraient rester intraitables, c'est celle de l'acceptation par le gouvernement Hamas des accords et traités signés par les gouvernements palestiniens précédents. Pour ceux qui ont toujours le droit international à la bouche dès qu'ils abordent les exactions israéliennes, ce devrait être le moment de rappeler à Ismaïl Hanyieh et à ses ministres que c'est l'un des principes les plus sacrés du droit : *Pacta sunt servanda*. Un gouvernement ne peut se détourner des engagements pris par ses prédécesseurs et, dans ce cas, par Yasser Arafat et Mahmoud Abbas. Le Hamas doit accepter les accords d'Oslo et la feuille de route, sans quoi aucun document signé par les parties n'aura jamais de valeur, y compris le fameux «*traité de paix définitif*» !

4) Mais je pense que le plus important, à l'heure actuelle, est que les contacts soient étroitement maintenus entre la société civile israélienne et la société civile palestinienne. Entre universitaires, journalistes, médecins, étudiants, scientifiques, éducateurs, écrivains et poètes ou militants pour la paix de Genève. Il faut penser sur le long terme.

A mon avis, le gouvernement du Hamas dans les territoires occupés ne durera pas très longtemps. Au bout de quelques mois ou de quelques années, cette population, malheureuse et appauvrie rappellera les pragmatiques au pouvoir, à condition toutefois qu'ils nettoient leurs écuries d'Augias et ne retournent plus à leurs habitudes de corruption et de gabegie. Même si les années Hamas seront très difficiles à passer, il faut que les sociétés civiles gardent à tout prix des relations étroites et se préparent à reprendre bientôt espoir.

Retour à <http://www.desinfos.com/>